

L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général du Canada): Madame le Président, je ne vois pas comment ils peuvent recevoir une réadaptation poussée s'ils sont libérés. Ils sont actuellement en liberté sous surveillance obligatoire. C'est un fait. En ce qui concerne la présentation d'une mesure législative à la Chambre, elle a déjà été présentée au Parlement et je la considère satisfaisante. Elle a l'appui du gouvernement. J'espère que le Sénat l'étudiera rapidement et la fera parvenir à cette Chambre, ce qui donnera au député l'occasion de présenter ses remarques en comité. S'il désire proposer certaines améliorations permettant d'avoir de meilleures garanties du respect des droits de la personne et également une meilleure protection du public, je suis sûr que les membres du comité seront heureux d'en prendre connaissance.

* * *

[Français]

PÉTITIONS

M. KORCHINSKI—LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLÉAIRES

Mme le Président: J'ai l'honneur de faire savoir à la Chambre que la pétition présentée par l'honorable député de MacKenzie (M. Korchinski), le lundi 16 mai 1983, est conforme aux exigences du Règlement quant à sa forme.

* * *

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Pinard: Madame le Président, je voudrais désigner vendredi de cette semaine comme un jour réservé à l'opposition.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. BENJAMIN—LE NOMBRE INSUFFISANT D'EXEMPLAIRES DU PROJET DE LOI C-155

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Madame le Président, j'invoque le Règlement au sujet du projet de loi C-155. J'ai appris la semaine dernière qu'en ma qualité de député je n'avais droit qu'à dix exemplaires de ce texte. On m'a dit quelques minutes avant la période des questions que je ne pourrais pas en obtenir d'autres. J'aimerais que vous vous penchiez sur la question, madame le Président, afin de veiller à ce que les députés aient une réserve suffisante d'exemplaires des projets de loi. Auriez-vous aussi l'obligeance de faire parvenir un exemplaire du C-155 sans délai à Sandra Hill de Swift Current, en Saskatchewan, parce que moi, je n'en ai plus?

Mme le Président: Je vais m'occuper sans faute de cette affaire et voir ce que je peux faire pour dépanner le député.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (A), 1983-1984

Un message dont le Président donne lecture à la Chambre, et par lequel Son Excellence le Gouverneur général transmet à

Pétitions

la Chambre des communes le cahier supplémentaire des prévisions budgétaires (A) relatives aux sommes requises pour le service du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, et conformément aux dispositions de la loi constitutionnelle de 1867, recommande lesdites prévisions budgétaires à la Chambre des communes.

RENOVI AUX COMITÉS PERMANENTS

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Madame le Président, conformément aux dispositions de l'article 63 du Règlement, je propose:

Que le budget supplémentaire (A), 1983-1984, qui a été déposé aujourd'hui, soit renvoyé aux divers comités permanents ainsi qu'il suit:

Je voudrais faire annexer la liste à ma motion. Elle est très longue. Je l'ai fait distribuer à mes collègues de l'opposition. Je demande qu'elle soit imprimée dans le hansard comme si elle avait été lue.

Mme le Président: La Chambre a entendu la proposition du président du Conseil privé (M. Pinard). Y consent-elle?

Des voix: D'accord.

[Note de l'éditeur: La liste précitée suit:]

Au comité permanent de l'agriculture

Agriculture, crédits 1a, 5a, 10a, 15, L16a et 20a

Au comité permanent des communications et de la culture

Communications, crédits 5a et 20a Secrétariat d'État, crédit 25a

Au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale

Affaires extérieures, crédits L36a et L37a

Défense nationale, crédit 5a

Au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques

Industrie et Commerce, crédit 10a

Au comité permanent des pêches et des forêts

Environnement, crédits 10a, 15a et 25a

Pêches et Océans, crédits 5a et 10a

Au comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales

Développement social, crédit 2a et 3a

Au comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien

Affaires indiennes et Nord canadien, crédits 5a, 10a, 15a et 25a

Au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration

Emploi et Immigration, crédits 5a, 10a et 15a

Au comité permanent des prévisions budgétaires en général

Sciences et Technologie, crédit 10a Conseil du Trésor, crédit 10a

Au comité permanent des ressources nationales et des travaux publics

Travaux publics, crédits 15a, 20a, 30a, 35a, 50a, 55a, 56a, 57a et 70a

Au comité permanent de l'expansion économique régionale

Expansion économique régionale, crédits 10a et 30a

Au Comité permanent des transports

Transports, crédits 5a, 15a, 31a, 32a, 35a, 36a, 50a, 55a, 65a et 80a

* * *

PÉTITIONS

M. TAYLOR—ON DEMANDE L'ADOPTION DU PROJET DE LOI C-671

M. Gordon Taylor (Bow River): Madame le Président, je voudrais présenter une nouvelle pétition signée par 461 citoyens canadiens qui réclament eux aussi l'étude et l'adoption du projet de loi C-671 afin que Clifford Robert Olson subisse la peine qu'il mérite et soit exécuté. Lorsque la peine de mort était en vigueur dans ce pays, la loi prévoyait des exceptions et il était possible de surseoir à une exécution par autorité de justice. La peine de mort a été abolie, mais il faudrait que